



Politique

YES WE CAN !

Une seule femme ministre dans le gouvernement Benkirane ! La pillule a du mal à passer. Les femmes compétentes capables de gérer des départements ministériels sont donc si rares que cela ?

A FDM, nous sommes convaincues du contraire.

La preuve par ce dossier, où nous donnons la parole à neuf femmes d'exception, qui pourraient bien constituer le noyau dur d'un gouvernement plus paritaire.

propos recueillis par **Zineb Ibnouzhir Lahlou et Hajar Dehhani**

“ QU’ON SE LE DISE, DES FEMMES COMPÉTENTES, LE MAROC EN REGORGE. ET N’ALLEZ PAS CROIRE QU’IL N’EN EXISTE QUE NEUF, CECI N’EST QU’UN APERÇU, LA PARTIE ÉMERGENTE DE L’ICEBERG. ”

“ Incompétent(ente) : Qui n'est pas compétent. Qui n'a pas les connaissances suffisantes, l'habileté requise pour juger, pour décider d'une chose. Ignorant, nul. Incapable. Définition du nouveau Petit Robert de la langue française.

“Incompétentes”, “ignorantes”, “nulles” et “incapables”... C'est donc le profil de toutes les femmes engagées et politisées qui ne font pas partie du gouvernement actuel. Car si l'on en croit le fait qu'une seule femme ait été nommée à un poste de ministre, celle-ci serait donc la seule et unique femme marocaine politisée à bénéficier de compétences et de facto, à ne pas être “ignorante”, “nulle” et “incapable”.

Par ailleurs, le rôle de la femme en ce bas monde étant de fonder une famille, faire des enfants, prendre soin de son mari et veiller à bien tenir son foyer, il est donc aussi tout à fait naturel que la seule femme ministre soit en charge de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social.

Certaines d'entre nous, on les appelle des féministes, se sont indignées de cette entorse à la nouvelle constitution qui prône, depuis juillet 2011, l'égalité des sexes et la parité. Pour calmer cette meute de dissidentes à l'ordre public, familial, social et religieux, Abdelilah Benkirane, notre premier ministre, s'est exprimé en ces termes : “Je peux vous assurer qu'il n'y avait aucune volonté d'exclure les femmes de ce gouvernement”. Cette réponse ne semblant pas satisfaire les dites “féministes”, celui-ci s'est alors expliqué de façon beaucoup plus précise : “Il n'y a aucune raison de s'indigner. Ce n'est pas un problème. Ce qu'il faut surtout, ce sont des gens compétents. Les partis ont essayé... mais ce n'est pas facile.”

Nos partis politiques auraient donc peine à présenter des candidates tant les femmes sont médiocres ? Ils ont essayé pourtant, mais comme dirait notre premier ministre, “ce n'est pas facile”... autant chercher une aiguille dans une botte de foin ! Sauf votre respect, permettez-nous d'en douter... Et permettez-nous de nous interroger sur la manière dont →

Ministre de l'Economie et des Finances

Nezha Lahrichi

Bio express

Cette lauréate du premier doctorat féminin en sciences économiques au Maroc affiche un parcours impressionnant. Nezha Lahrichi, PDG de la Société Marocaine d'Assurance à l'Exportation, est également présidente du Conseil National du Commerce Extérieur depuis mai 2011. Elle a été conseillère à la primature et a son actif un nombre considérable de recherches et de publications.

FDM : Que pensez-vous du fait qu'on vous propose à la tête du ministère des Finances ?
Nezha Lahrichi : J'ai pensé que la logique politique a sa raison que la raison ne connaît pas !

Si jamais vous étiez contactée pour faire partie du gouvernement, comment réagiriez-vous ?

Cette question que vous posez ne cadre pas avec le but de l'exercice ! J'ai accepté de me livrer au jeu du gouvernement fiction parce que c'est une manière de protester, de contester et de refuser la rupture de la marche vers la démocratie et sa féminisation. Comment voulez-vous que les nouvelles générations de femmes s'investissent dans la politique si les perspectives d'évolution sont bloquées ? Comment voulez-vous relever le défi du développement économique et social, durable, générateur d'emplois, d'équité et de paix sociale, si la moitié de la population est exclue des centres du pouvoir politique et économique ? De plus, cette même part de la population est composée d'un nombre de femmes diplômées de l'enseignement supérieur plus élevé que celui des hommes.

Qu'est-ce que ça changerait, si une femme venait à être à la tête d'un tel département ?
 Plusieurs débats scientifiques font état des différences entre le leadership féminin et masculin sans que la question ne soit tranchée. Même s'il est admis que le management n'est ni masculin ni féminin - il est bon ou mauvais - il est difficile de ne pas admettre, également, qu'il y a des valeurs féminines : partage, don de soi, souci de l'autre, acceptation de la



hiérarchie latérale... Ces valeurs impactent positivement le fonctionnement des organisations de toute nature.

En quoi le ministère des Finances est-il important ?

Il est difficile de répondre à cette question en quelques mots tant ce ministère se trouve au cœur de l'intervention de l'Etat dans tous les domaines ; et ce, dans une économie mondialisée, globalisée, qui impose une adaptation continue des instruments de la politique économique. Il est qualifié à juste titre de "mère" des ministères en raison, notamment, de l'élaboration de la loi des finances qui comporte

en premier lieu le budget de l'Etat, levier essentiel de son action économique et expression de ses choix politiques prioritaires. C'est donc le département où s'élaborent au moins deux politiques qui impactent directement le citoyen : la politique budgétaire et la politique fiscale.

Avez-vous une vision particulière pour la gestion de ce ministère ?

Encore une fois, la réponse à cette question n'est pas aisée en si peu de temps, mais deux préoccupations paraissent essentielles. Il s'agit en premier lieu d'améliorer l'efficacité des processus de décision et de gestion publics. Il est impératif

de trouver le moyen d'atténuer la conformité aux critères administratifs qui prend le pas sur une considération tout autre, en particulier celle de l'efficacité. Deuxièmement, il faut parvenir à faire de la crédibilité de l'Etat un objectif cardinal de l'action publique. Les pouvoirs publics peuvent changer une politique en fonction de la conjoncture sur le plan national ou international. Le défi est donc de faire admettre ce qu'on peut appeler une "incohérence temporelle"... Cette question est sous-tendue par les arbitrages entre le court et le long terme, entre l'efficacité immédiate et les bénéfices qui ne s'observent que des années plus tard. ■ H.D.

Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Politique de la ville

Aïcha Ait M'Hand

Bio express

Diplômée en gestion des politiques publiques et développement institutionnel, formée en management des villes et des territoires, en déplacements urbains et transports publics et urbains, Aïcha Ait M'Hand est cadre à la mairie de Casablanca. Elle œuvre dans les collectivités locales depuis 22 ans et est à l'origine de plusieurs travaux sur les structures d'investissement au niveau national, la gouvernance des grandes villes, la dimension genre dans les services publics, la communication et la vie de nuit à Casablanca. Militante féministe au sein de l'ADFM et de plusieurs autres structures associatives, Aïcha Ait M'Hand a également été intervenante aux universités de Rabat et de Casablanca sur les thématiques liées à l'organisation administrative et à la régulation des services publics.

FDM : Nous vous verrions bien au poste de ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Politique de la ville. Qu'en pensez-vous ?
Aïcha Ait M'Hand : (Rires) Pourquoi pas... C'est difficile et très gênant de répondre à cette question. De par ma carrière et mes formations, il est vrai que j'ai travaillé sur les thématiques qui seront certainement amenées à être traitées dans ce ministère. →



